



**PRÉFET  
DE LA MARNE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction régionale de l'environnement, de l'aménagement  
et du logement Grand Est  
Unité départementale de la Marne  
Direction départementale des territoires**

VERSION PUBLIQUE

**AP n° 2025-APC-26-IC**

**ARRÊTÉ PRÉFECTORAL COMPLÉMENTAIRE  
portant prescriptions complémentaires à l'égard des installations situées sur le territoire  
de Saint-Martin-sur-le-Pré de la société FM FRANCE  
dont le siège social est situé ZI rue de l'Europe – 57370 Phalsbourg**

**Installations Classées pour la Protection de l'Environnement**

**Le Préfet de la Marne  
Chevalier de la Légion d'Honneur  
Officier de l'Ordre National du Mérite**

**Vu** le Code de l'environnement, et notamment son article R.181-46 concernant les modifications substantielles ;

**Vu** l'arrêté préfectoral d'autorisation n°2011-A-63-IC du 16 mai 2011 de la société FM Logistic à Saint-Martin-sur-le-Pré, ainsi que les arrêtés préfectoraux le complétant ;

**Vu** le porter à connaissance porté conjointement par les Sociétés FM France et WDP France concernant un transfert partiel des activités exploitées sur le site implanté à Saint-Martin-sur-le-Pré, transmis le 5 août 2024, et accompagné de la déclaration par la société WDP France des rubriques de la nomenclature concernées en valeur et quantité ;

**Vu** le rapport de l'inspection des installations classées en date du 6 décembre 2024 ;

**Vu** le projet d'arrêté préfectoral complémentaire porté le 19 décembre 2024 à la connaissance de l'exploitant ;

**Vu** l'absence d'observations émises par le pétitionnaire concernant le projet d'arrêté préfectoral complémentaire.

**Considérant** que l'exploitant souhaite transférer à une société tierce, l'activité de messagerie présente sur le site, ainsi que les bâtiments et l'assiette parcellaire associés ;

**Considérant** que l'exploitant a transmis tous les éléments d'appréciation de ces modifications ;

**Considérant** que les modifications sollicitées ne revêtent pas de caractère substantiel au sens de l'article R.181-46 du Code de l'environnement ;

**Considérant** que les modifications sollicitées ne remettent pas en cause les conclusions de l'étude de danger du site ;

**Considérant** que ces modifications ne modifient pas le classement du site, déjà SEVESO Seuil Haut au sens de la réglementation ;

**Considérant** qu'une partie des équipements, accès et moyens incendie sont mutualisés entre le site de stockage exploité par FM France et le site de messagerie exploité par WDP France ;

**Considérant** qu'il convient d'encadrer ces modifications et éléments par voie d'arrêté préfectoral complémentaire ;

**Considérant** que cet arrêté préfectoral complémentaire constitue une opportunité de regrouper dans un même document, les prescriptions complémentaires applicables au site de plusieurs arrêtés préfectoraux antérieurs encore en vigueur et qu'il convient par conséquent d'abroger.

## ARRÊTE

### Article 1 : Bénéficiaire de l'autorisation environnementale

La société FM France SAS, dont le siège social est situé ZI rue de l'Europe 57 370 Phalsbourg, est autorisée à poursuivre ses activités sur le site, sis 25 rue Charles Marie Ravel, ZI de Saint-Martin-sur-le-Pré, 51 520 Saint-Martin-sur-le-Pré, sous réserve du respect des dossiers de porter à connaissance transmis ainsi que des prescriptions des actes antérieurs, abrogées, modifiées et complétées par celles du présent arrêté.

### Article 2 : Modifications et compléments apportés aux prescriptions des actes antérieurs

Les actes et prescriptions suivants sont abrogés, modifiés ou complétés :

Arrêté n° 2011-A-63-IC du 16 mai 2011	modifié et complété selon le détail suivant : (pp* : pour partie)	prescriptions édictées par le présent arrêté préfectoral complémentaire :
Article 1.2.1 relatif aux activités autorisées	remplacé	Article 3
Article 1.2.2 relatif à la situation de l'établissement	remplacé	Article 4
Article 1.6.2 relatif au montant des garanties financières	modifié	Article 6
Article 1.9 relatif aux textes applicables	complété	Article 7
Article 2.3.2 relatif à l'intégration dans le paysage / esthétique	modifié	Article 8
Article 3.2.2 relatif aux conduits et installations raccordées	remplacé	Article 9
Article 3.2.3 relatif aux conditions générales de rejet	remplacé	Article 10
Article 4.3.5 relatif à la localisation des points de rejet aqueux	complété	Article 11
Article 4.3.9 relatif aux eaux pluviales non polluées	remplacé	Article 12
Article 6.2.3 relatif aux mesures périodiques de bruit	remplacé	Article 13
Article 7.3.1 Partie 1 - accès et circulation dans l'établissement	remplacé	Article 14
Article 7.3.2 relatif aux bâtiments et locaux	modifié	Article 15
Article 7.3.2.1.1 relatif aux cellules de stockage	modifié	Article 16
Article 7.3.2.1.1 - Partie "dispositions constructives"	complété pp*	Article 17
Article 7.3.2.1.1 - Partie "organisation des cellules de stockage"	remplacé pp*	Article 18
Article 7.3.2.1.1 - Partie "modalités de stockage"	remplacé pp*	Article 19
Article 7.3.2.1.1 - Partie "compatibilité entre produits"	modifié pp*	Article 20
Article 7.3.2.1.1 - Partie relative au stockage des aérosols	remplacé pp*	Article 21
Article 7.3.2.1.1 - Partie relative au stockage de comburants	partie ajoutée	Article 22
Article 7.3.2.1.2 relatif aux cours extérieures	modifié	Article 23
Article 7.3.2.2 relatif aux bureaux et locaux administratifs	complété	Article 24
Article 7.3.2.3.1 relatif aux salles de charge	remplacé pp*	Article 25
Article 7.5.3 relatif aux systèmes d'alarme et de mise en sécurité des installations	remplacé	Article 26
Article 7.7.2 relatif à l'entretien des moyens d'intervention	modifié	Article 27
Article 7.7.4 relatif aux ressources en eaux et mousse	modifié	Article 28

Article 9.2.3 relatif à la surveillance de la qualité des eaux souterraines	complété	Article 29
Arrêté n° 2014-APC-128-IC du 24 décembre 2014	abrogé	Abrogé et remplacé par les dispositions d'articles du présent arrêté
Arrêté n° 2017-APC-22-IC du 10 mars 2017 (version confidentielle)	abrogé	Abrogé et remplacé par les dispositions d'articles du présent arrêté
Arrêté n° 2017-APC-23-IC du 10 mars 2017 (version publique)	abrogé	Abrogé et remplacé par les dispositions d'articles du présent arrêté
Arrêté n° 2018-APC-7-IC du 25 janvier 2018 (version confidentielle)	abrogé	Abrogé et remplacé par les dispositions d'articles du présent arrêté
Arrêté n° 2018-APC-8-IC du 25 janvier 2018 (version publique)	abrogé	Abrogé et remplacé par les dispositions d'articles du présent arrêté
Arrêté n° 2018-APC-77-IC du 6 juillet 2018 (version confidentielle)	abrogé	Abrogé et remplacé par les dispositions d'articles du présent arrêté
Arrêté n° 2018-APC-78-IC du 6 juillet 2018 (version publique)	abrogé	Abrogé et remplacé par les dispositions d'articles du présent arrêté
Arrêté n° 2020-APC-49-C du 15 avril 2020 (version confidentielle)	abrogé	Abrogé par le présent arrêté
Arrêté n° 2020-APC-68-IC du 9 juin 2020 (version confidentielle)	abrogé	Abrogé et remplacé par les dispositions d'articles du présent arrêté
Arrêté n° 2021-APC-116-IC du 3 août 2021	abrogé	Abrogé par le présent arrêté
Arrêté n° 2023-APC-155-IC du 8 août 2023 (versions publique et confidentielle)	abrogé	Abrogé et remplacé par les dispositions d'articles du présent arrêté
Arrêté n° 2024-APC-203-IC du 31 octobre 2024 (versions publique et confidentielle)	abrogé	Abrogé et remplacé par les dispositions d'articles du présent arrêté

### Article 3 : Autorisation d'exploiter

L'article 1.2.1-Listes des installations concernées par une rubrique de la nomenclature des installations classées de l'arrêté préfectoral n° 2011-A-63-IC du 16 mai 2011 est remplacé par les dispositions suivantes :

« Les installations exploitées relèvent des rubriques ICPE suivantes :

*Certaines quantités autorisées ne sont pas renseignées dans la version publique du présent arrêté.*

Rubrique ICPE	Libellé simplifié de la rubrique	Caractéristiques de l'installation et volumes autorisés	Régime <sup>(1)</sup> et statut seveso de l'établissement <sup>(2)</sup>
1436**	Liquides de point éclair compris entre 60 °C et 93 °C <sup>(1)</sup> , à l'exception des boissons alcoolisées (stockage ou emploi de). La quantité totale susceptible d'être présente dans les installations, y compris dans les cavités souterraines étant : 1. Supérieure ou égale à 1 000 t <sup>(1)</sup> à l'exception de ceux ayant donné des résultats négatifs à une épreuve de combustion entretenue reconnue par le ministre chargé des installations classées.	Stockage de produits divers Quantité : 7 000 t *	A /

Rubrique ICPE	Libellé simplifié de la rubrique	Caractéristiques de l'installation et volumes autorisés	Régime <sup>(1)</sup> et statut seveso de l'établissement <sup>(2)</sup>
1450**	Solides inflammables (stockage ou emploi de) La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant : 1. Supérieure ou égale à 1t	Stockage de 1000 t de produits divers étiquetés H228. Stockage de 800 t d'allumettes de sûreté Quantité totale : <b>1 800 t</b>	A
1510** (y compris 1511, 1530, 1532, 2662, 2663)	Entrepôts couverts (installations, pourvues d'une toiture, dédiées au stockage de matières ou produits combustibles en quantité supérieure à 500 tonnes), à l'exception des entrepôts utilisés pour le stockage de matières, produits ou substances classés, par ailleurs, dans une unique rubrique de la présente nomenclature, des bâtiments destinés exclusivement au remisage des véhicules à moteur et de leur remorque, des établissements recevant du public et des entrepôts exclusivement frigorifiques. 2. Autres installations que celles définies au 1, le volume des entrepôts étant a) Supérieur ou égal à 900 000 m <sup>3</sup> Un entrepôt est considéré comme utilisé pour le stockage de produits classés dans une unique rubrique de la nomenclature dès lors que la quantité totale d'autres matières ou produits combustibles présente dans cet entrepôt est inférieure ou égale à 500 tonnes.	12 cellules volume total : <b>1 006 876 m<sup>3</sup></b>  avec un potentiel de : 5 cellules frigorifiques pour un volume de 75 500 m <sup>3</sup> (rub. 1511) 25 000 m <sup>3</sup> papiers, cartons (rub. 1530) 25 000 m <sup>3</sup> palettes vides (rub. 1532) 20 000 m <sup>3</sup> polymères (rub. 2662) 20 000 m <sup>3</sup> mousses de latex, polystyrènes, etc (rub. 2663-1) 40 000 m <sup>3</sup> couches culottes, serviettes hygiéniques, etc (rub. 2663-2)	A
1630**	Soude ou potasse caustique (emploi ou stockage de lessives de). Le liquide renfermant plus de 20 % en poids d'hydroxyde de sodium ou de potassium. La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant : 1. Supérieure à 250 t	Stockage de produits divers à base de soude ou potasse caustique (bricolage, détergent, etc.) Quantité : <b>2 500 t</b>	A
4110**	Toxicité aiguë catégorie 1 pour l'une au moins des voies d'exposition, à l'exclusion de l'uranium et ses composés. 1. Substances et mélanges solides. La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant : a) Supérieure ou égale à 1 t 2. Substances et mélanges liquides. La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant : a) Supérieure ou égale à 250 kg <i>Quantité seuil bas au sens de l'article R.511-10 : 5 t</i> <i>Quantité seuil haut au sens de l'article R.511-10 : 20 t</i>	4110-1 : Stockage de produits solides divers étiquetés H300 , H310, H330 Quantité : <b>500 t</b> 4110-2 : Stockage de produits liquides divers étiquetés H300 , H310, H330 Quantité : <b>500 t</b>	A SSH
4120**	Toxicité aiguë catégorie 2, pour l'une au moins des voies d'exposition. 1. Substances et mélanges solides. La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant : a) Supérieure ou égale à 50 t 2. Substances et mélanges liquides. La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant : a) Supérieure ou égale à 10 t <i>Quantité seuil bas au sens de l'article R.511-10 : 50 t</i> <i>Quantité seuil haut au sens de l'article R.511-10 : 200 t</i>	4120-1 : Stockage de produits solides divers étiquetés H300 , H310, H330 Quantité : <b>200 t</b> 4120-2 : Stockage de produits liquides divers étiquetés H300 , H310, H330 Quantité : <b>200 t</b>	A SSH
4130**	Toxicité aiguë catégorie 3 pour les voies d'exposition par inhalation. 1. Substances et mélanges solides. La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant : a) Supérieure ou égale à 50 t 2. Substances et mélanges liquides. La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant : a) Supérieure ou égale à 10 t <i>Quantité seuil bas au sens de l'article R.511-10 : 50 t</i> <i>Quantité seuil haut au sens de l'article R.511-10 : 200 t</i>	4130-1 : Stockage de produits solides divers étiquetés H331 Quantité : <b>250 t</b> 4130-2 : Stockage de produits liquides divers étiquetés H331 Quantité : <b>250 t</b>	A SSH

Rubrique ICPE	Libellé simplifié de la rubrique	Caractéristiques de l'installation et volumes autorisés	Régime <sup>(1)</sup> et statut seveso de l'établissement <sup>(2)</sup>
4140**	<p>Toxicité aiguë catégorie 3 pour la voie d'exposition orale (H301) dans le cas où ni la classification de toxicité aiguë par inhalation ni la classification de toxicité aiguë par voie cutanée ne peuvent être établies, par exemple en raison de l'absence de données de toxicité par inhalation et par voie cutanée concluantes.</p> <p>1. Substances et mélanges solides. La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant : a) Supérieure ou égale à 50 t</p> <p>2. Substances et mélanges liquides. La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant : a) Supérieure ou égale à 10 t <i>Quantité seuil bas au sens de l'article R.511-10 : 50 t</i> <i>Quantité seuil haut au sens de l'article R.511-10 : 200 t</i></p>	<p>4140-1 : Stockage de produits solides divers étiquetés H301 Quantité : <b>140 t</b></p> <p>4140-2 : Stockage de produits liquides divers étiquetés H301 Quantité : <b>140 t</b></p>	A SSH
4150**	<p>Toxicité spécifique pour certains organes cibles (STOT) exposition unique catégorie 1. La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant : 1. Supérieure ou égale à 20 t <i>Quantité seuil bas au sens de l'article R.511-10 : 50 t</i> <i>Quantité seuil haut au sens de l'article R.511-10 : 200 t</i></p>	<p>Stockage de produits divers étiquetés H370 Quantité : <b>40 t</b></p>	A /
4320**	<p>Aérosols extrêmement inflammables ou inflammables de catégorie 1 ou 2, contenant des gaz inflammables de catégorie 1 ou 2 ou des liquides inflammables de catégorie 1. La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant : 1. Supérieure ou égale à 150 t <i>Quantité seuil bas au sens de l'article R.511-10 : 150 t</i> <i>Quantité seuil haut au sens de l'article R.511-10 : 500 t</i></p>	<p>Stockage de produits divers conditionnés en aérosols (cosmétiques, désodorisants d'intérieur, produits de nettoyage, etc.) étiquetés H222 Quantité : <b>4 500 t *</b></p>	A SSH
4331**	<p>Liquides inflammables de catégorie 2 ou catégorie 3 à l'exclusion de la rubrique 4330. La quantité totale susceptible d'être présente dans les installations y compris dans les cavités souterraines étant : 1. Supérieure ou égale à 1.000 t <i>Quantité seuil bas au sens de l'article R.511-10 : 5 000 t</i> <i>Quantité seuil haut au sens de l'article R.511-10 : 50 000 t</i></p>	<p>Stockage de produits divers étiquetés H225, H226 Quantité : <b>7 000 t *</b></p>	A SSB
4422**	<p>Peroxydes organiques type E ou type F. La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant : 1. Supérieure ou égale à 10 t <i>Quantité seuil bas au sens de l'article R.511-10 : 50 t</i> <i>Quantité seuil haut au sens de l'article R.511-10 : 200 t</i></p>	<p>Stockage de produits divers contenant des peroxydes organiques Quantité : <b>600 t</b></p>	A SSH
4440**	<p>Solides comburants catégorie 1, 2 ou 3. La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant : 1. Supérieure ou égale à 50 t <i>Quantité seuil bas au sens de l'article R. 511-10 : 50 t</i> <i>Quantité seuil haut au sens de l'article R. 511-10 : 200 t</i></p>	<p>Stockage de produits divers étiquetés H271, H272 Quantité : <b>2000 t *</b></p>	A SSH
4441**	<p>Liquides comburants catégorie 1, 2 ou 3. La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant : 1. Supérieure ou égale à 50 t <i>Quantité seuil bas au sens de l'article R.511-10 : 50 t</i> <i>Quantité seuil haut au sens de l'article R.511-10 : 200 t</i></p>	<p>Stockage de produits divers étiquetés H271, H272 Quantité : <b>2000 t *</b></p>	A SSH
4442**	<p>Gaz comburants catégorie 1 La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant : 1. Supérieure ou égale à 50 t <i>Quantité seuil bas au sens de l'article R.511-10 : 50 t</i> <i>Quantité seuil haut au sens de l'article R.511-10 : 200 t</i></p>	<p>Stockage de produits divers étiquetés H270 Quantité : <b>2000 t *</b></p>	A SSH
4510**	<p>Dangereux pour l'environnement aquatique de catégorie aiguë 1 ou chronique 1. La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant : 1. Supérieure ou égale à 100 t <i>Quantité seuil bas au sens de l'article R. 511-10 : 100 t</i> <i>Quantité seuil haut au sens de l'article R. 511-10 : 200 t</i></p>	<p>Stockage de produits divers étiquetés H400, H410 Quantité : <b>5 950 t</b></p>	A SSH

Rubrique ICPE	Libellé simplifié de la rubrique	Caractéristiques de l'installation et volumes autorisés	Régime <sup>(1)</sup> et statut seveso de l'établissement <sup>(2)</sup>
4511**	Dangereux pour l'environnement aquatique de catégorie chronique 2. La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant : 1. Supérieure ou égale à 200 t <i>Quantité seuil bas au sens de l'article R.511-10 : 200 t</i> <i>Quantité seuil haut au sens de l'article R.511-10 : 500 t</i>	Stockage de produits divers étiquetés H411 Quantité : <b>3 000 t</b>	A SSH
4718**	Gaz inflammables liquéfiés de catégorie 1 et 2 (y compris GPL) et gaz naturel (y compris biogaz affiné, lorsqu'il a été traité conformément aux normes applicables en matière de biogaz purifié et affiné, en assurant une qualité équivalente à celle du gaz naturel, y compris pour ce qui est de la teneur en méthane, et qu'il a une teneur maximale de 1 % en oxygène). La quantité totale susceptible d'être présente dans les installations(*) y compris dans les cavités souterraines (strates naturelles, aquifères, cavités salines et mines désaffectées, hors gaz naturellement présent avant exploitation de l'installation) étant : 2. Pour les autres installations : a. Supérieure ou égale à 50 t <i>Quantité seuil bas au sens de l'article R. 511-10 (à l'exclusion des stations de compression connexes aux canalisations de transport) : 50 t</i> <i>Quantité seuil haut au sens de l'article R. 511-10 (à l'exclusion des stations de compression connexes aux canalisations de transport) : 200 t</i> (*) Une station d'interconnexion d'un réseau de transport de gaz n'est pas considérée comme une installation classée au titre la rubrique 4718	XX***	A SSB
4734**	Produits pétroliers spécifiques et carburants de substitution : essences et naphas ; kérosènes (carburants d'aviation compris) ; gazoles (gazole diesel, gazole de chauffage domestique et mélanges de gazoles compris) ; fioul lourd ; carburants de substitution pour véhicules, utilisés aux mêmes fins et aux mêmes usages et présentant des propriétés similaires en matière d'inflammabilité et de danger pour l'environnement. La quantité totale susceptible d'être présente dans les installations y compris dans les cavités souterraines étant : 2. Pour les autres stockages : a) Supérieure ou égale à 1 000 t <i>Quantité seuil bas au sens de l'article R.511-10 : 2 500 t</i> <i>Quantité seuil haut au sens de l'article R.511-10 : 25 000 t</i>	XX***	A SSB
4755**	Alcools de bouche d'origine agricole et leurs constituants (distillats, infusions, alcool d'origine agricole extra-neutre rectifié, extraits et arômes) présentant des propriétés équivalentes aux substances classées dans les catégories 2 ou 3 des liquides inflammables. 1. La quantité susceptible d'être présente étant supérieure ou égale à 5 000 t 2. Dans les autres cas et lorsque le titre alcoométrique volumique est supérieur à 40 % : la quantité susceptible d'être présente étant : a) Supérieure ou égale à 500 m <sup>3</sup> <i>Quantité seuil bas au sens de l'article R.511-10 : 5 000 t</i> <i>Quantité seuil haut au sens de l'article R.511-10 : 50 000 t</i>	4755-1 : XX***  4755-2 : XX***	Non classé /  A /
4801	Houille, coke, lignite, charbon de bois, goudron, asphalte, brais et matières bitumineuses. La quantité susceptible d'être présente dans l'installation étant : 1. Supérieure ou égale à 500 t	Stockage de produits divers Quantité : <b>500 t</b>	A
2711	Installations de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de la réutilisation de déchets d'équipements électriques et électroniques, à l'exclusion des installations visées à la rubrique 2719. Le volume susceptible d'être entreposé étant : 1. Supérieur ou égal à 1000 m <sup>3</sup>	Regroupement d'équipements électriques palettisés Volume : <b>10 000 m<sup>3</sup></b>	E
1185	Gaz à effet de serre fluorés visés à l'annexe I du règlement (UE) n°517/2014 relatif aux gaz à effet de serre fluorés et abrogeant le règlement (CE) n° 842/2006 ou substances qui appauvrissent la couche d'ozone visées par le règlement (CE) n° 1005/2009 (fabrication, emploi, stockage). 2. Emploi dans des équipements clos en exploitation. a) Équipements frigorifiques ou climatiques (y compris pompe à chaleur) de capacité unitaire supérieure à 2 kg, la quantité cumulée de fluide susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure ou égale à 300 kg	potentiel de 5 cellules quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation : <b>660 kg</b>	DC



Rubrique ICPE	Libellé simplifié de la rubrique	Caractéristiques de l'installation et volumes autorisés	Régime <sup>(1)</sup> et statut seveso de l'établissement <sup>(2)</sup>
2910	Combustion à l'exclusion des activités visées par les rubriques 2770, 2771, 2971 ou 2931 et des installations classées au titre de la rubrique 3110 ou au titre d'autres rubriques de la nomenclature pour lesquelles la combustion participe à la fusion, la cuisson ou au traitement, en mélange avec les gaz de combustion, des matières entrantes A. Lorsque sont consommés exclusivement, seuls ou en mélange, du gaz naturel, des gaz de pétrole liquéfiés, du biométhane, du fioul domestique, du charbon, des fiouls lourds, de la biomasse telle que définie au a) ou au b) i) ou au b) iv) de la définition de la biomasse, des produits connexes de scierie et des chutes du travail mécanique de bois brut relevant du b) v) de la définition de la biomasse, de la biomasse issue de déchets au sens de l'article L.541-4-3 du Code de l'environnement, ou du biogaz provenant d'installations classées sous la rubrique 2781-1, si la puissance thermique nominale totale de l'installation de combustion (*) est : 2. Supérieure ou égale à 1 MW, mais inférieure à 20 MW.	Combustible : gaz naturel Chaudière principale :  1 chaudière Puissance : <b>2 MW</b>	DC
2925	Accumulateurs électriques (ateliers de charge d') : 1. Lorsque la charge produit de l'hydrogène, la puissance maximale de courant continu utilisable pour cette opération <sup>(m)</sup> étant supérieure à 50 kW	2 salles de charge pour batteries traditionnelles (2x400 kW) avec production d'hydrogène Puissance totale : <b>800 kW</b>	D
4321**	Aérosols «extrêmement inflammables» ou «inflammables de catégorie 1 ou 2, ne contenant pas de gaz inflammables de catégorie 1 ou 2 ou des liquides inflammables de catégorie 1. La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant 2. Supérieure ou égale à 500 t et inférieure à 5 000 t  Quantité seuil bas au sens de l'article R.511-10 : 5 000 t Quantité seuil haut au sens de l'article R.511-10 : 50 000 t	Stockage de produits divers conditionnés en aérosols (cosmétiques, désodorisants d'intérieur, produits de nettoyage, etc.) étiquetés H223 Quantité : <b>4 500 t *</b>	D /
4702**	Engrais solides simples et composés à base de nitrate d'ammonium correspondant aux spécifications du règlement européen n° 2003/2003 du Parlement européen et du Conseil du 13 octobre 2003 relatif aux engrais ou à la norme française équivalente NF U 42-001-1. III - Mélange d'engrais simples solides à base de nitrate d'ammonium avec de la dolomie, du calcaire et/ou du carbonate de calcium, dont la pureté est d'au moins 90 % et dans lesquels la teneur en azote due au nitrate d'ammonium est comprise entre 24,5 % et 28 % en poids. La quantité totale d'engrais répondant à au moins un des trois critères I, II ou III ci-dessus susceptible d'être présente dans l'installation étant : b) Supérieure ou égale à 500 t, mais inférieure à 1 250 t Pour les produits classés dans la rubrique 4702-III : Quantité seuil haut au sens de l'article R.511-10 : 5 000 t.	XX***	DC /
4702**	IV. - Engrais simples et composés solides à base de nitrate d'ammonium ne répondant pas aux critères I, II ou III (engrais simples et engrais composés non susceptibles de subir une décomposition auto-entretenue dans lesquels la teneur en azote due au nitrate d'ammonium est inférieure à 24,5 %). La quantité totale d'engrais susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure ou égale à 1 250 t	XX***	DC /
4741**	Les mélanges d'hypochlorite de sodium classés dans la catégorie de toxicité aquatique aiguë 1 [H400] contenant moins de 5 % de chlore actif et non classés dans aucune des autres classes, catégories et mentions de danger visées dans les autres rubriques pour autant que le mélange en l'absence d'hypochlorite de sodium ne serait pas classé dans la catégorie de toxicité aiguë 1 [H400]. La quantité susceptible d'être présente dans l'installation étant : 2. Supérieure ou égale à 20 t mais inférieure à 200 t  Quantité seuil bas au sens de l'article R.511-10 : 200 t Quantité seuil haut au sens de l'article R.511-10 : 500 t	XX***	DC /

(1) A : autorisation, E : enregistrement, D : déclaration, C : soumis au contrôle périodique

(2) SSH : Seveso seuil haut, SSB : Seveso seuil bas

\* La quantité totale de produits ne devra pas dépasser les sommes suivantes :

- Quantités totales des rubriques 4440, 4441, 4442 ≤ 2000 t ;
- Quantités totales des rubriques 4320, 4321, 4718 ≤ 4 500 t ;
- Quantités totales des rubriques 1436, 4331, 4734 ≤ XX\*\*\* ;

\*\* le stockage des matières en quantité supérieure au seuil de déclaration est possible uniquement selon les volumes et la répartition au sein des cellules, tels que définis dans les tableaux présentés en annexe du

présent arrêté. Ces annexes ne sont disponibles que dans la version confidentielle du présent arrêté préfectoral complémentaire.

\*\*\* informations communicables sur demande écrite à : Direction départementale des territoires de la Marne – Service environnement – Unité procédures environnementales – 40 boulevard Anatole France – CS 60554 – 51037 Châlons-en-Champagne Cedex.

L'exploitant devra pouvoir justifier le respect de ces dispositions en tout temps.

Le stockage de produits d'autres rubriques est possible en quantité inférieure au seuil de classement.

Les installations exploitées relèvent des rubriques IOTA (loi sur l'eau) suivantes :

Rubrique IOTA	Libellé simplifié de la rubrique	Caractéristiques de l'installation et volumes autorisés	Régime <sup>(1)</sup>
2.1.5.0-2	Rejet d'eaux pluviales dans les eaux douces superficielles ou sur le sol ou dans le sous-sol, la surface du projet, augmentée de la surface correspondant à la partie du bassin naturel dont les écoulements sont interceptés par le projet, étant : 2° Supérieure à 1 ha mais inférieure à 20 ha	< 20 ha	D
1.1.1.0	Sondage, forage, y compris les essais de pompage, création de puits ou d'ouvrage souterrain, non destiné à un usage domestique, exécuté en vue de la recherche ou de la surveillance d'eaux souterraines ou en vue d'effectuer un prélèvement temporaire ou permanent dans les eaux souterraines, y compris dans les nappes d'accompagnement de cours d'eau	4 piézomètres, suivis et recensés dans la BSS (Banque de données du Sous-Sol) : PZ1 : BSS004HBZG PZ2 : BSS004HBGL PZ3 : BSS004HBGM PZ4 : BSS004HBGK	D

(1) A : autorisation, E : enregistrement, D : déclaration, C : soumis au contrôle périodique »

#### Article 4 : Situation de l'établissement

L'article n°1.2.2-Situation de l'établissement de l'arrêté préfectoral n° 2011-A-63-IC du 16 mai 2011, est remplacé par :

« Les installations autorisées sont situées sur les communes, parcelles et lieux-dits suivants :

Commune	lieu-dit	Références cadastrales
St-Martin-sur-le-Pré	-	Section Z parcelles 52, 102, 104 et 106, Section ZA parcelles n° 271, 273, 275, 280 et 284

»

#### Article 5 : Caducité

La présente autorisation cesse de produire effet si l'installation n'a pas été mise en service dans un délai de trois ans ou n'a pas été exploitée durant trois années consécutives, sauf cas de force majeure ou de demande justifiée et acceptée de prorogation de délai.

#### Article 6 : Montant des garanties financières

L'article 1.6.2-Montant des garanties financières de l'arrêté préfectoral n° 2011-A-63-IC du 16 mai 2011 est remplacé par les dispositions suivantes :

«

Rubriques	Libellé des rubriques	Quantité unitaire maximale retenue pour le calcul de l'événement de référence
4110	Toxicité aiguë catégorie 1 pour l'une au moins des voies d'exposition, à l'exclusion de l'uranium et ses composés	500 tonnes
4120	Toxicité aiguë catégorie 2, pour l'une au moins des voies d'exposition	200 tonnes
4130	Toxicité aiguë catégorie 3 pour les voies d'exposition par inhalation	250 tonnes



4320	Aérosols extrêmement inflammables ou inflammables de catégorie 1 ou 2, contenant des gaz inflammables de catégorie 1 ou 2 ou des liquides inflammables de catégorie 1	4500 tonnes
4422	Peroxydes organiques type E ou type F.	600 tonnes
4440	Solides comburants catégorie 1, 2 ou 3	2000 tonnes
4441	Liquides comburants catégorie 1, 2 ou 3	2000 tonnes
4442	Gaz comburants catégorie 1	2000 tonnes
4510	Dangereux pour l'environnement aquatique de catégorie aiguë 1 ou chronique 1.	5950 tonnes
4511	Dangereux pour l'environnement aquatique de catégorie chronique 2.	3000 tonnes

Montant total des garanties à constituer : 10 051 000 euros (indice TP01 de fév 2020 : 729,9) »

### Article 7 : Textes applicables

Sont ajoutées aux dispositions de l'article 1.9-Arrêtés, circulaires, instructions applicables de l'arrêté préfectoral n° 2011-A-63-IC du 16 mai 2011 les dispositions suivantes :

«

Dates	Textes
24/09/2020	Arrêté du 24 septembre 2020 relatif au stockage en récipients mobiles de liquides inflammables, exploités au sein d'une installation classée pour la protection de l'environnement soumise à autorisation
03/08/2018	Arrêté du 3 août 2018 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration au titre de la rubrique 2910 – Annexe 1
06/06/2018	Arrêté du 6 juin 2018 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de la réutilisation de déchets relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2711 (déchets d'équipements électriques et électroniques), 2713 (métaux ou déchets de métaux non dangereux, alliage de métaux ou déchets d'alliage de métaux non dangereux), 2714 (déchets non dangereux de papiers, cartons, plastiques, caoutchouc, textiles, bois) ou 2716 (déchets non dangereux non inertes) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement
11/04/2017	Arrêté du 11 avril 2017 relatif aux prescriptions générales applicables aux entrepôts couverts soumis à la rubrique 1510
05/12/2016	Arrêté du 5 décembre 2016 relatif aux prescriptions applicables à certaines installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration (rubrique 4321)
04/08/2014	Arrêté du 4 août 2014 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration sous la rubrique n° 1185
04/10/2010	Arrêté du 4 octobre 2010 relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation
23/12/1998	Arrêté du 23 décembre 1998 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration sous « l'une ou plusieurs des rubriques nos 4510, 4741 ou 4745 »

Les prescriptions de l'arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter n° 2011-A-63-IC du 16 mai 2011 sont complétées, pour autant qu'elles n'y soient pas contraires, par les dispositions prévues par les arrêtés ministériels cités ci-dessus. »

### Article 8 : Intégration dans le paysage / Esthétique

Le dernier tiret du 1<sup>er</sup> paragraphe ainsi que le dernier paragraphe de l'article 2.3.2-Esthétique de l'arrêté préfectoral n° 2011-A-63-IC du 16 mai 2011 sont remplacés par les dispositions suivantes :

« - Les clôtures périphériques de l'ensemble constitué par les sites sis aux 25 et 27 rue Charles Marie Ravel sont végétalisées. »

« L'éclairage du parking est réalisé au moyen de lampes s'allumant via un interrupteur crépusculaire, permettant de rabattre le faisceau lumineux vers le sol. »

#### Article 9 : Conduits et installations raccordées

L'article 3.2.2-*Conduits et installations raccordées* de l'arrêté préfectoral n° 2011-A-63-IC du 16 mai 2011 est remplacé par les dispositions suivantes :

«

N° de conduit	Installations raccordées	Puissance ou capacité	Combustible	Fonctionnement dédié
1	1 chaudière	2 MW	Gaz naturel	Chauffage des entrepôts

Les installations de combustion relatives au chauffage des bureaux ne peuvent être raccordées à une cheminée commune avec celles dédiées au chauffage de l'entrepôt, ces dernières étant distantes de plus de 100 m de la chaufferie principale.»

#### Article 10 : Conditions générales de rejet

L'article 3.2.3-*Conditions générales de rejet* de l'arrêté préfectoral n° 2011-A-63-IC du 16 mai 2011 est remplacé par les dispositions suivantes :

«

N° de conduit	Hauteur	Diamètre en m	Débit nominal	Vitesse minimale d'éjection
1	19 m	0,6 m	5 000 Nm <sup>3</sup> /h	5 m/s

La hauteur minimale du débouché à l'air libre de la cheminée d'évacuation des gaz de combustion doit dépasser d'au moins 3 m le point le plus haut de la toiture surmontant l'installation. »

#### Article 11 : Localisation des points de rejet aqueux

L'article 4.3.5-*Localisation des points de rejet* de l'arrêté préfectoral n° 2011-A-63-IC du 16 mai 2011 est complété par les dispositions suivantes :

« Les coordonnées Lambert 93 du point de rejet des eaux usées dans le réseau public d'assainissement communal sont :

X = 798 013,91 Y = 6 876 708,21
------------------------------------

Les coordonnées Lambert 93 du point de rejet des eaux pluviales de voirie dans le réseau communal, collectées dans le bassin de rétention étanche et après passage par un séparateur à hydrocarbures, sont :

X = 798 062,95 Y = 6 876 740,88
------------------------------------

»

#### Article 12 : Eaux pluviales non polluées

L'article 4.3.9-*Eaux pluviales non polluées* de l'arrêté préfectoral n° 2011-A-63-IC du 16 mai 2011 est remplacé par les dispositions suivantes :

« Les eaux pluviales non polluées ne font pas l'objet d'un pré-traitement. En ce qui concerne les surfaces enherbées, les eaux pluviales s'infiltrent dans le sol, conformément au règlement de la zone d'activité.

Les eaux pluviales des toitures sont dirigées soit vers des bassins d'infiltration, dimensionnés en fonction de la surface de toitures dépendante, soit vers le bassin de rétention étanche.

Les eaux pluviales des toitures des cellules 4a et 4b sont dirigées vers le bassin de rétention étanche. Des bassins d'infiltration pour une surface d'infiltration cumulée de 4 171 m<sup>2</sup> minimum, récupèrent les eaux pluviales des autres toitures du site. »

### **Article 13 : Mesures périodiques de bruit**

L'article 6.2.3-*Mesures périodiques de bruit* de l'arrêté préfectoral n° 2011-A-63-IC du 16 mai 2011 est remplacé par les dispositions suivantes :

« Une mesure de la situation acoustique est effectuée dans un délai de 6 mois à compter de la date de mise en service des installations, ou de toute partie des installations dans le cas d'une construction par phasage, puis tous les 5 ans.

Elle est réalisée par un organisme ou une personne qualifiée dont le choix sera communiqué préalablement à l'inspection des installations classées. Ce contrôle sera effectué indépendamment des contrôles ultérieurs que l'inspection des installations classées pourra demander.

Les résultats des mesures sont transmis à l'inspection des installations classées dans le mois qui suit leur réception, avec les commentaires et propositions éventuelles d'amélioration. »

### **Article 14 : Accès et circulation dans l'établissement**

La première partie (8 paragraphes) de l'article 7.3.1-*Accès et circulation dans l'établissement* de l'arrêté préfectoral n° 2011-A-63-IC du 16 mai 2011 est remplacé par les dispositions suivantes :

« L'exploitant fixe les règles de circulation applicables à l'intérieur de l'établissement. Les règles sont portées à la connaissance des intéressés par une signalisation adaptée et une information appropriée.

Les voies de circulation et d'accès sont notamment délimitées, maintenues en constant état de propreté et dégagées de tout objet susceptible de gêner le passage.

Un accès est affecté aux poids-lourds et aux véhicules légers en direction d'un parking qui leur est réservé.

Un accès côté sud-est est aménagé et réservé aux services de secours.

Un portail positionné entre l'installation et le site voisin avec lequel une partie des équipements de défense incendie est mutualisé, permet un passage supplémentaire aux services de secours.

Une voie de circulation dessert le périmètre complet des bâtiments. Les voies sont aménagées pour que les engins des services d'incendie puissent évoluer sans difficulté.

La circulation des poids-lourds s'effectue en sens unique depuis l'accès jusqu'au départ des produits.

Le site est efficacement clôturé (clôture résistante et renforcée pour prendre en compte les engagements de l'exploitant à l'égard des riverains) sur la totalité de sa périphérie.

Il est par ailleurs protégé par un dispositif de détection anti-intrusion avec alarme centralisée.

Les véhicules dont la présence est liée à l'exploitation du site doivent pouvoir stationner sans occasionner de gêne sur les voies de circulation externes à l'établissement tout en laissant dégagés les accès nécessaires aux secours, même en dehors des heures d'exploitation et d'ouverture.

Lors de la fermeture des entrepôts, les chariots de manutention sont remisés soit dans un local spécial soit sur une aire matérialisée à cet effet. »

### **Article 15 : Bâtiments et locaux**

Dans les dispositions de l'article 7.3.2-*Bâtiments et locaux* de l'arrêté préfectoral n° 2011-A-63-IC du 16 mai 2011, le paragraphe ci-dessous :

« Le site comporte un bâtiment principal composé de cellules de stockage et de bureaux, d'un poste de garde (en limite Est), d'un local et de cuves de sprinklage ainsi que de locaux techniques.

Il est pourvu de deux cours extérieures de superficies respectives de 3 360 m<sup>2</sup> et 8 831 m<sup>2</sup>. »

est remplacé par les dispositions suivantes :

« L'installation comporte un bâtiment principal composé de cellules numérotées de 1 à 12 et destinées au stockage, de bureaux, d'un poste de garde, d'un local destiné aux équipements d'extinction automatique d'incendie (dit "sprinklage") et de cuves de réserve d'eau ainsi que de locaux techniques. Il est pourvu d'une cours extérieure. »

### **Article 16 : Les cellules de stockage**

Le deuxième paragraphe de l'article 7.3.2.1.1-*Les cellules de stockage* de l'arrêté préfectoral n° 2011-A-63-IC du 16 mai 2011, relatif à la capacité de stockage en nombre de palettes, est supprimé.

## Article 17 : Dispositions constructives

Dans la partie *Dispositions constructives* de l'article 7.3.2.1.1-Les cellules de stockage de l'arrêté préfectoral n° 2011-A-63-IC du 16 mai 2011, le paragraphe ci-dessous :

- « murs périphériques REI 120 en cellules :
- Façade SE : cellule 1, 2 et 4
  - Façade SO : cellule 1, 12 et 18
  - Façade NO : cellule 18, 17, 16 et 15 a à e
  - Façade NE : 15a, »

est remplacé par les dispositions suivantes :

- « murs périphériques **REI 120** en cellules :
- Façade SE : cellules 1, 2, 4a, 4b, 11a, 11b et 12 ;
  - Façade SO : cellules 1 et 12 ;
  - Façade NO : cellule 9 ;
- murs séparatifs **REI 240** :
- entre les cellules 4a/4b et la cellule 4 ;
  - entre la cellule 9b et la cellule 9c ; »

Le plan de visualisation de ces dispositions est annexé à la version confidentielle du présent arrêté. »

De plus, cette partie est complétée par les dispositions suivantes :

« En vue de contenir les effets thermiques sur le site, l'exploitant met en place :

un merlon (hauteur : 2,2 m ; longueur : 130 m) en limite de site au Nord des cellules 4 et 5.

Un écran thermique en façade Est des cellules 4a et 4b. Cet écran thermique remplira sa fonction également pour la cellule 4. Il aura une hauteur minimale de 9,5 m et sera REI 120 au-dessus de 3 m et pourra être pourvu d'une surface vitrée en partie inférieure sur toute la longueur de cette façade. »

## Article 18 : Organisation des cellules de stockage

La partie *Organisation des cellules de stockage* de l'article 7.3.2.1.1-Les cellules de stockage de l'arrêté préfectoral n° 2011-A-3-IC du 16 mai 2011 est remplacée par les dispositions suivantes :

« L'entrepôt est composé de cellules numérotées de 1 à 12 et parfois redécoupées en cellules Xa, Xb, etc.

Les cellules 1, 2, et 4 à 10 sont équipées d'un quai de chargement.

Les cellules 3, 11 et 12 comportent deux quais de chargement en façades opposées.

Les cellules 6 à 9, destinées au stockage de produits classés, sont redécoupées en surface moindre.

La cellule 5 est destinée au stockage de produits agropharmaceutiques. Ces produits sont stockés à une distance minimum de 100 mètres des limites de propriété.

Dimensionnement des cellules de stockage :

Cellules	Surface totale (m²)	Hauteur maximale du bâtiment (m)
1	5 930	13,70
2	5 965	13,70
3	5 980	13,70
4	5 989	13,70
4a	2 997	9,00
4b	2 996	9,00
5	5 946	13,70
6 quais	1 198	9,00
6a	2 746	13,70

6b	1 374	13,70
7 quais	1 198	9,00
7a	573	13,70
7b	2 746	13,70
7c	784	13,70
7d	1 008	9,00
8a	4 363	13,70
8b	1 570	13,70
9 quais	1 207	9,00
9a	1 570	14,45
9b	1 570	14,45
9c	1 605	14,45
10	5 964	14,45
11 quais	1 461	9,00
11a	3 226	14,45
11b	3 226	14,45
12 quais	1 122	9,00
12	4 886	14,45
<b>TOTAL</b>	<b>79 200</b>	<b>/</b>

## Article 19 : Modalités de stockage

La partie *Modalités de stockage* de l'article 7.3.2.1.1-*Les cellules de stockage*, partie de l'arrêté préfectoral n° 2011-A-63-IC du 16 mai 2011 est remplacé par les dispositions suivantes :

« Les matières conditionnées en masse (sac, palette, etc.) forment des îlots limités de la façon suivante :

- surface maximale des îlots au sol : 500 m<sup>2</sup> ;
- hauteur maximale de stockage : 8 mètres ;
- distance autour des îlots : 2 mètres minimum ;

Les matières stockées en vrac sont séparées des autres matières par un espace minimum de 3 mètres sur le ou les côtés ouverts. Une distance minimale de 1 mètre est respectée par rapport aux parois et aux éléments de structure.

Pour tous les types de stockage, une distance minimale de 1 mètre est maintenue entre le sommet des îlots et la base de la toiture ou le plafond ou de tout système de chauffage ; cette distance doit respecter la distance minimale nécessaire au bon fonctionnement du système d'extinction automatique d'incendie.

Pour assurer la conservation de certains produits, la plate-forme est équipée d'installations de réfrigération dont la puissance totale absorbée est de 2 MW. Ces installations n'utilisent pas de fluides inflammables ou toxiques.

Les chariots élévateurs ne stationnent pas dans les cellules de stockage d'engrais afin d'éviter tout risque d'échauffement. »

## Article 20 : Compatibilité entre produits

Dans l'article 7.3.2.1.1-*Les cellules de stockage* de l'arrêté préfectoral n° 2011-A-63-IC du 16 mai 2011, le 3ème paragraphe de la partie *Compatibilité entre produits* est supprimé, à savoir de « Ainsi, le stockage respecte les règles de compatibilité suivantes : » jusqu'au dernier des huit tirets correspondants.



## **Article 21 : Cellules de stockage de gaz inflammables liquéfiés (aérosols)**

La partie *Cas spécifique des cellules de stockage réservées aux gaz inflammables liquéfiés (aérosols)* de l'article 7.3.2.1.1-Les cellules de stockage de l'arrêté préfectoral n° 2011-A-63-IC du 16 mai 2011 est remplacé par :

### **« Cas spécifique des cellules de stockage de gaz inflammables liquéfiés (aérosols)**

Sans préjudice des conditions du travail, les cellules, dans lesquelles du gaz inflammable liquéfié est stocké, doivent également être convenablement ventilées pour éviter tout risque d'atmosphère explosive. Le débouché à l'atmosphère de la ventilation doit être placé aussi loin que possible des immeubles habités ou occupés par des tiers. Il doit également être placé aussi loin que possible des bouches d'aspiration d'air extérieur. Le débouché à l'atmosphère doit être mis au minimum à 1 mètre au-dessus du faîtage et placé à une hauteur suffisante compte tenu de la hauteur des bâtiments environnants, ceci afin de favoriser la dispersion des gaz rejetés. La forme du conduit d'aération, notamment dans la partie la plus proche du débouché à l'atmosphère, est conçue de manière à favoriser au maximum l'ascension et la dispersion des gaz de combustion dans l'atmosphère (par exemple l'utilisation de chapeaux est interdite). Les cellules de stockage sont considérées comme des zones à risque incendie et sont identifiées en tant que telles (Cf. article 7.2.3 : Zonage des dangers internes à l'établissement). »

## **Article 22 : Extinction automatique d'incendie**

Une partie *Cas spécifique des cellules de stockage de produits comburants* est ajoutée à l'article 7.3.2.1.1-Les cellules de stockage de l'arrêté préfectoral n° 2011-A-63-IC du 16 mai 2011 :

### **« Cas spécifique des cellules de stockage de produits comburants**

La cellule 7c est équipée d'un système d'extinction automatique d'incendie sur les trois niveaux de stockage des produits comburants. L'entreposage de produits comburants ne peut être réalisé sur un niveau de stockage qu'après l'installation du système à ce niveau.

## **Article 23 : Les cours extérieures**

Le premier paragraphe de l'article 7.3.2.1.2-Les cellules de stockage de l'arrêté préfectoral n° 2011-A-63-IC du 16 mai 2011 est remplacé par :

« La cours extérieure (2a) est dédiée au stockage de produits saisonniers conditionnés en palettes sur deux niveaux. Ces produits sont protégés des effets thermiques en cas d'incendie par un bardage EI 120 qui longe les cellules 1 et 2. »

## **Article 24 : Bungalows**

L'article 7.3.2.2-Les bureaux et locaux administratifs de l'arrêté préfectoral n° 2011-A-63-IC du 16 mai 2011 est complété par les dispositions suivantes :

« En complément, il est possible d'installer sur le site des bungalows pour une utilisation en locaux sociaux, destinés à servir notamment de sanitaires, vestiaires, réfectoire, salle de pause. Aucun stockage n'est effectué dans ces locaux.

Ils sont implantés en extérieur, à une distance minimale de 10 mètres d'un bâtiment. Si la distance est inférieure, ils sont implantés à minimum 1 mètre d'un bâtiment, au droit d'une paroi extérieure à minima REI120 de l'entrepôt, et dont la hauteur excède d'au moins 2 mètres la hauteur des bungalows concernés. Un report d'alarme permettant de déclencher leur évacuation en cas d'urgence, est installé dans chaque bungalow. Une communication d'alerte est possible depuis ces bungalows vers le poste de garde. L'évacuation du personnel depuis les bungalows s'effectue par un chemin piéton de la zone vers la voirie du site pour rejoindre le point de rassemblement, sans passer par l'entrepôt.

L'ensemble des plans du site, consignes et procédures est mis à jour et daté, afin de prendre en compte la création de bungalows. »

## **Article 25 : Recharge des batteries**

Dans l'article 7.3.2.3.1-*Les salles de charge* de l'arrêté préfectoral n° 2011-A-63-IC du 16 mai 2011, la phrase « La recharge des batteries est interdite hors des locaux de recharge » est remplacée par les dispositions suivantes :

« La recharge de batteries est interdite hors des locaux de recharge en cas de risques liés à des émanations de gaz. En l'absence de tels risques, pour un stockage non automatisé, une zone de recharge peut être aménagée par cellule de stockage sous réserve d'être distante de 3 mètres de toute matière combustible et d'être protégée contre les risques de court-circuit. »

## **Article 26 : Détection incendie**

L'article 7.5.3-*Systèmes d'alarme et de mise en sécurité des installations* de l'arrêté préfectoral n° 2011-A-63-IC du 16 mai 2011 est remplacé par les dispositions suivantes :

« Les cellules de stockage sont munies de détection automatique d'incendie avec transmission de l'alarme à l'exploitant ainsi que d'un système d'extinction automatique.

Le type de détecteur est déterminé en fonction des produits stockés. Cette détection peut être assurée par le système d'extinction automatique s'il est conçu pour cela, à l'exclusion du cas des cellules comportant au moins une mezzanine, pour lesquelles un système de détection dédié et adapté doit être prévu.

Pour chaque cellule de liquides inflammables, le dispositif de détection est distinct du système d'extinction automatique. »

## **Article 27 : Entretien des moyens d'intervention**

La dernière phrase de l'article 7.7.2-*Entretien des moyens d'intervention* de l'arrêté préfectoral n° 2011-A-63-IC du 16 mai 2011 est supprimée et remplacée par :

« Des contrôles de niveaux automatiques et visuels sont mis en place afin de détecter au plus vite toute fuite de la cuve d'eau du système d'extinction automatique.

Des analyses chimiques de l'eau de cette cuve sont réalisées tous les 5 ans. Si la qualité de l'eau est mauvaise, une action corrective est mise en place. »

## **Article 28 : Ressources en eau et mousse**

Dans les dispositions de l'article 7.7.4-*Ressources en eau et mousse* de l'arrêté préfectoral n° 2011-A-63-IC du 16 mai 2011, la prescription du deuxième tiret « - un réseau fixe d'eau incendie [...] hors zone d'effet thermique) » est remplacée par :

« - un réseau fixe d'eau incendie protégé contre le gel et alimenté par 12 poteaux incendie au minimum, répartis sur le périmètre des bâtiments et capables de fournir aux lances et autres équipements un débit total simultané de 360 m<sup>3</sup>/h, sous un bar de pression dynamique minimum (chaque cellule de stockage étant à moins de 100 m d'un poteau incendie hors zone d'effet thermique).

Dans le cas où les poteaux incendie seraient sous une pression supérieure à 5 bars, ils sont peints sur au moins 50 % de leur surface en jaune (surpressés). Des réducteurs de pressions doivent alors être mis à disposition des services de secours et préalablement réglés. »

De même, la prescription du huitième et dernier tiret « - d'un système d'extinction automatique d'incendie [...] ces réserves » est remplacée par :

« - d'un système d'extinction automatique d'incendie conçu, avec report d'alarme exploitable rapidement en toutes circonstances, installé et entretenu régulièrement conformément aux normes en vigueur. Ce système couvre l'ensemble des bâtiments et une réserve d'eau d'une capacité minimale de 1 200 m<sup>3</sup> doit être directement disponible. L'exploitant doit s'assurer de la ré-alimentation de cette réserve. »

## Article 29 : Surveillance de la qualité des eaux souterraines

Le premier paragraphe de l'article 9.2.3-Surveillance de la qualité des eaux souterraines de l'arrêté préfectoral n° 2011-A-63-IC du 16 mai 2011 est remplacé par les dispositions suivantes :

« L'exploitant met en place une surveillance de la qualité des eaux souterraines au travers d'un réseau composé de quatre piézomètres dont le nombre a été défini par étude hydrogéologique conformément à l'article 65 de l'arrêté ministériel du 2 février 1998.

Caractéristiques des piézomètres installés sur le site et suivis :

Nom usuel	Code BSS	Coordonnées WGS 84	Nature / verticalité	Localisation sur le site
PZ 1	BSS004HBZG	4,33406 DD, 48,98706 DD	Forage vertical sur 21,0 m	Côté Est, au droit du parking VL
PZ 2	BSS004HBGL	4,33695 DD, 48,98443 DD	Forage vertical sur 21,0 m	Côté Nord, au droit des accès au site voisin sis 27 rue Charles Marie Ravel
PZ 3	BSS004HBGM	4,33963 DD, 48,98814 DD	Forage vertical sur 21,0 m	Côté Sud, au droit des cuves de réserve d'eau
PZ 4	BSS004HBGK	4,3422 DD, 48,98602 DD	Forage vertical sur 21,0 m	Côté Ouest, en extrémité du bâtiment du site voisin sis 27 rue Charles Marie Ravel

<sup>1</sup>BSS = Banque de données du Sous-Sol (base nationale du BRGM recensant les données sur les ouvrages souterrains)

Un plan de localisation de ces piézomètres est tenu à la disposition de l'inspection des Installations classées pour la protection de l'environnement. »

## Article 30 : mutualisation des moyens, convention

Le site dispose d'équipements et moyens communs avec le site de messagerie voisin sis au 27 rue Charles Marie Ravel à SAINT MARTIN SUR LE PRE (51520), en particulier :

- une cuve de 1 200 m<sup>3</sup> destinée à l'alimentation des RIA (robinets d'incendie armés) du site, ainsi que des poteaux incendie du site voisin ;
- une cuve de 720 m<sup>3</sup>, constituant une réserve d'eau pour les services de secours en cas d'intervention ;
- présence d'un portail permettant de relier les deux sites au Sud et constituant un accès secondaire dédié aux services de secours et d'incendie ;
- les eaux usées du site voisin traversent le site, jusqu'à un point de rejet commun, précisé à l'article 11 du présent arrêté ;
- présence sur le site voisin d'un piézomètre destiné au suivi de la qualité des eaux souterraines du site.

Aussi, une convention de gestion de site est établie avec l'exploitant du site sis au 27 rue Charles Marie Ravel à SAINT MARTIN SUR LE PRE (51520). Elle a pour objectif de définir et organiser les responsabilités et obligations de chacun en matière de gestion, disponibilité, contrôle, entretien et maintenance de l'ensemble des équipements, moyens et accès mutualisés.

Cette convention est régulièrement mise à jour et tenue à la disposition de l'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement.

## Article 31 : Panneaux solaires

Des panneaux photovoltaïques sont mis en place pour la production d'électricité interne au sol, dans les espaces verts au sud de la cellule 12.

Aucun panneau solaire n'est prévu en toiture de l'entrepôt.

L'obligation de mettre en place des panneaux photovoltaïques en toiture ne s'applique pas à l'entrepôt, du fait que des substances dangereuses y sont stockées, conformément à l'arrêté du 5 février 2020 pris en application de l'article L.111-18-1 du Code de l'urbanisme.

## **Article 32 : Échéances**

### **Conformité à la réglementation :**

Avant la mise en service de toute nouvelle installation sur la plateforme logistique, l'exploitant transmet au Préfet une attestation de conformité conformément au chapitre 10.1-*Conformité à la réglementation* de l'arrêté préfectoral n° 2011-A-63-IC du 16 mai 2011.

### **Bruit :**

Conformément à l'article 6.2.3-*Mesures périodiques de bruit* de l'arrêté préfectoral n° 2011-A-63-IC du 16 mai 2011, modifié par l'article 13 du présent arrêté, une mesure de la situation acoustique est effectuée dans un délai de 6 mois à compter de la date de mise en service de toute nouvelle partie d'installation sur la plateforme.

Les résultats des mesures sont transmis à l'inspection des installations classées dans le mois qui suit leur réception, avec les commentaires et propositions éventuelles d'amélioration.

### **Plans et POI :**

Le site exploité au 27 rue Charles Marie Ravel à SAINT MARTIN SUR LE PRE (51520) est intégré au Plan d'Opération Interne (POI) du site. Des exercices communs sont périodiquement organisés, à raison d'un au minimum par an.

L'exploitant met à jour l'ensemble des plans du site et en particulier le Plan d'Opération Interne (POI) conformément à l'article 7.7.6.1 de l'arrêté préfectoral n° 2011-A-63-IC du 16 mai 2011 dès le début de l'exploitation de toute nouvelle installation sur la plateforme.

Les plans des réseaux et de sécurité mis à jour, précisent notamment les caractéristiques hydrauliques des points d'eau incendie, et sont transmis aux services d'incendie et de secours dès le début de l'exploitation des nouvelles installations.

### **Défense incendie :**

Préalablement à la mise en service d'une nouvelle installation, des essais simultanés des poteaux incendie sous pression, permettant de prouver que le débit de 360 m<sup>3</sup>/h est délivré, sont réalisés. Ils concernent l'utilisation en simultané de 6 poteaux incendie de diamètre nominal 100 (DN100) ou 3 poteaux DN150. Les attestations sont transmises aux services d'incendie et de secours et tenues à la disposition de l'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement.

Dans le trimestre qui suit le début de l'exploitation de toute nouvelle installation sur la plateforme logistique, l'exploitant organise un exercice de défense contre l'incendie, conformément au chapitre 10.4-*P.O.I.* de l'arrêté préfectoral n° 2011-A-63-IC du 16 mai 2011.

## **Article 33 : Délais de recours (version publique)**

En application de l'article R.181-50 du Code de l'environnement, la présente décision peut être déférée devant le Tribunal administratif de Châlons-en-Champagne – 25, rue du Lycée – 51 036 Châlons-en-Champagne Cedex : (soit par courrier soit par le biais du site de téléprocédures [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr))

1° par les pétitionnaires ou exploitants dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision leur a été notifiée ;

2° par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés à l'article L.181-3 du Code de l'environnement dans un délai de deux mois à compter du premier jour de la publication et de l'affichage de ces décisions.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage.

Conformément à l'article L.411-2 du Code des relations entre le public et l'administration, toute décision administrative peut faire l'objet, dans le délai imparti pour l'introduction d'un recours contentieux, d'un recours gracieux ou hiérarchique qui interrompt le cours de ce délai.

Lorsque le délai initial du recours contentieux ouvert à l'encontre de la décision, sont exercés contre cette décision un recours gracieux et un recours hiérarchique, le délai du recours contentieux, prorogé par l'exercice de ces

recours administratifs, ne recommence à courir à l'égard de la décision finale que lorsqu'ils ont été l'un et l'autre rejetés.

Conformément à l'article R.181-51 du Code de l'environnement, tout recours administratif ou contentieux doit être notifié à l'auteur et au bénéficiaire de la décision, à peine, selon le cas, de non prorogation du délai de recours contentieux ou d'irrecevabilité. Cette notification doit être adressée par lettre recommandée avec accusé de réception dans un délai de quinze jours à compter de la date d'envoi du recours administratif ou de dépôt du recours contentieux.

#### **Article 34 : Exécution (version publique)**

Monsieur le Secrétaire général de la préfecture de la Marne, Monsieur le Directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de la région Grand Est, Monsieur le Directeur départemental des territoires de la Marne sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont une copie sera adressée pour information à la délégation territoriale Marne de l'Agence régionale de santé (ARS), au Service départemental d'incendie et de secours, à la direction de l'Agence de l'eau, ainsi qu'à Monsieur le maire de Saint-Martin-sur-le-Pré qui en donnera communication à son conseil municipal.

Notification en sera faite à la société FM FRANCE dont le siège social est situé ZI rue de l'Europe – 57370 Phalsbourg

Monsieur le maire de Saint-Martin-sur-le-Pré procédera à l'affichage en mairie de l'arrêté pendant un mois. A l'issue de ce délai, il dressera un procès-verbal des formalités d'affichage et une copie de l'arrêté sera conservée en mairie aux fins d'information de toute personne intéressée qui, par ailleurs, pourra en obtenir une copie sur demande adressée à la Direction départementale des territoires.

L'arrêté préfectoral sera publié sur le site internet des services de l'État dans la Marne pendant une durée minimale de 4 mois.

Châlons-en-Champagne, le **14 FEV. 2025**

**Pour le Préfet et par délégation,  
Le Directeur de cabinet,  
Secrétaire général par suppléance,**



**Thomas MONTBABUT**

**version confidentielle : 3 annexes**